

# Séminaire sur le Guatemala organisé par le CISO

par Sarita Ahojja

Le 29 novembre, la communauté montréalaise était invitée à participer à un séminaire de deux jours sur le Guatemala. Le séminaire était organisé par le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) qui a une longue expérience de solidarité avec le mouvement populaire et syndical guatémaltèque. En rendant hommage à la solidarité internationale, le séminaire affirmait son importance vitale dans le contexte de globalisation de l'ordre économique. Il exprimait un renversement sur la relation politico-économique traditionnelle entre le Nord et le Sud, où le Nord a beaucoup à apprendre de la détermination des peuples du Sud à résister. Dans la perspective de la signature des accords de paix globaux, les orateurs invités ont insisté sur les forces qui ont façonné le pays et qui détermineront sa trajectoire dans sa lente transition vers la démocratie.

Le représentant de la Unión Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG), monsieur Adrian Zapata, a relaté l'histoire du conflit interne et des étapes qui ont conduit la guérilla à la table de négociation. Il a réaffirmé l'inévitable transformation de l'URNG en un parti politique, en prédisant qu'il ne s'opposerait pas ni au Frente Democrático Nueva Guatemala (FNDG) ou à la diversité dans les mouvements sociaux. En plus de la solidarité internationale pour une résolution du conflit au Guatemala, M. Zapata a souligné le rôle crucial qu'a joué la société civile guatémaltèque dans le processus de réconciliation nationale.

L'Assemblée de la société civile (ASC), établie en 1989, a servi de forum de discussion pour tous les secteurs de la société civile — églises, ouvriers agricoles et urbains, groupes de droits humains, journalistes, groupes autochtones, etc. Ceci a encouragé une participation active dans le processus de paix. L'invitée Nury Ricardez, de Iniciativa Para la Democracia (INCIDE), a souligné la difficulté de mobiliser des forces démocratiques dans une société fortement militarisée. Selon elle, la démilitarisation doit aussi être accomplie à un niveau psychologique puisque les conséquences de la guerre et la mémoire des années de répression brutale pèsent encore sur la population guatémaltèque. Mme Ricardez a parlé des nouveaux espaces civils de la

société. Elle a insisté sur l'importance historique des Accords sur les droits et l'identité des peuples autochtones signés en mars 1995 à la lumière du racisme structurel et systématique qui date de l'invasion espagnole. Elle a expliqué la coordination des groupes mayas dans l'ASC qui assurent la représentation permanente de près de 70% de la population guatémaltèque dans le processus de paix. M. Castro a souligné l'importance des accords de paix sur la culture maya: la juste redistribution des terres et le démantèlement des patrouilles d'auto-défense civiles. Abondant dans le sens des propos de Madame Ricardez, il a affirmé que la démocratie directe qui s'observe au niveau local et qui est propre à la tradition maya doit s'étendre au niveau national.

Edwin Ortega, représentant de la Unidad de Acción Sindical y Popular (UASP), a réaffirmé la nécessité de l'unité à l'intérieur des secteurs sociaux dans leur marche vers la démocratie. Il a souligné la régénération du secteur populaire malgré le silence mortel qui pèse sur le passé. Il a décrit la resurgence du mouvement syndical lors de la tentative du gouvernement du PAN d'interdire le droit de grève. Il a aussi insisté sur les nouveaux défis que doivent affronter les mouvements syndicaux et populaires dans un contexte d'application des mesures néolibérales.

Pour clôturer le séminaire, des représentants d'ONG travaillant en solidarité avec le Guatemala ont fait un survol historique de la solidarité du Québec avec le peuple guatémaltèque. Ils ont réaffirmé l'importance du soutien international à la lutte pour la paix et la démocratie au Guatemala et annoncé leur intention de mettre sur pied un Réseau de solidarité avec le Guatemala.

